pas de dire que tant que les aubergistes seront *intéressés* à vendre, ils *vendront*, et le dimanche, et aux ivrognes, et aux jeunes gens de 15 à 16 ans. Combien y a-t-il d'hôteliers qui n'ont jamais vendu de boissons aux ivrognes ? ce qu'en conscience ils sont obligés de faire. Combien qui n'ont jamais vendu le dimanche ? Il y a peut-être de nobles exceptions, mais ces exceptions ne font que confirmer la règle générale.

—Mais comment les vendeurs peuvent-ils devenir *désintéressés* ?

—Quand ils seront à gages et qu'ils seront d'autant mieux payés qu'ils auront moins excité leurs pratiques à boire, quand ils seront tenus *responsables* de l'ivresse de ceux à qui ils auront vendu de la boisson. Là est le grand point. Cette redoutable responsabilité que le vendeur feint d'ignorer devant la justice divine, il l'assumera devant la justice humaine, dont *son intérêt* lui en montrera toute la *justesse* : un homme ne s'expose pas à perdre un emploi lucratif, une grasse sinécure, pour faire plaisir à un ami. Mettez le vendeur *responsable* et la *barre* sera fermée aux heures prescrites et les ivrognes mis à la porte.

—Mais qui paiera alors les gages du vendeur ?

—Les municipalités.

En Suède ce sont les municipalités qui, d'après les lois gouvernementales, possèdent les hôtels, vendent la boisson et emploient les gros bénéfices, qu'elles en retirent, à secourir les pauvres, les orphelins, les hôpitaux. Elles ne peuvent garder qu'un profit de 16 par cent—en certains lieux, 15 seulement—pour entretien de chemins, de trottoirs, d'éclairage, c'est-à-dire, pour toute amélioration dont elles ont le contrôle.

L'expérience a prouvé que, pour garder les conseillers *désintéressés*, il n'était pas prudent de mettre à leurs dispositions *tout* le bénéfice réalisé. La loi doit pourvoir à ce qu'ils n'aient le contrôle que de l'intérêt de 15 à 16 par cent du capital engagé.

Quoi ! les statistiques démontrent que 40 millions de piastres sont dépensées pour l'usage des *boissons*. Là-dessus, le gouvernement fédéral retire peut-être 8 millions, les gouvernements provinciaux, quelques cent mille, où va le reste ?

Pourquoi les honnêtes citoyens qui paient pour l'entretien de nos prisons, de nos asiles d'insensés qui regorgent d'ivrognes, ne se compenseraient-ils pas en employant à leur profit les millions qui vont s'engouffrer ailleurs ?

Par ce système, ceux qui ne sont pas les esclaves de leurs passions conservent leur liberté, les autres sont mis au rancart.